

Les lobbys du CAC40 règnent à l'assemblée

La commission des lois de l'assemblée nationale vient de rejeter une proposition de loi portée par des députés socialistes en particulier et visant à imposer un devoir de vigilance des sociétés mères multinationales sur leurs filiales et sous-traitants.

C'est la contrainte supplémentaire que cela ferait peser sur « nos entreprises » dans le contexte économique qui est mise en cause à cette occasion.

Pourtant les manifestations d'irresponsabilités des multinationales sont nombreuses et graves :

- L'incendie du Rana Plaza en 2013 qui a causé la mort de plus de 1100 ouvrier-e-s du textile au Bangladesh, travaillant pour de grandes marques internationales dont des marques françaises (Tex, Camaïeu, In Extenso).

- Les suicides dans les entreprises de l'électronique en Chine où de jeunes travailleur-se-s sont contraint-e-s à des horaires inhumains pour produire des téléphones mobiles pour toutes les grandes marques de portables et les grands opérateurs de réseaux.

- Les refus de négociation par les grandes entreprises françaises avec les syndicalistes locaux comme le fait Danone en ce moment avec une de ses filiales en Turquie à Lüleburgaz.
<http://www.solidaires.org/article50020.html>

Ainsi, malgré toutes les bonnes intentions, les bonnes pratiques... en matière de responsabilité sociale d'entreprise, les députés sont en train d'abandonner l'idée d'une contrainte légale sur celles-ci.

Quant à **la loi Macron**, le gouvernement a aussi supprimé une disposition qui redéfinissait la notion d'entreprises dans le droit pour dire qu'elle devaient être gérées « *dans le respect de l'intérêt général économique, social et environnemental* ».

Cela présage mal aussi des décisions à venir sur les négociations du **Traité transatlantique**.

Ainsi députés et gouvernement ne tiennent même pas jusqu'au bout leur propres engagements face à la pression du Medef... Les capitalistes coûtent cher, ils peuvent coûter la vie, mais pour l'assemblée et le gouvernement, tout peut continuer comme avant. Il s'agit de préserver la compétitivité qui qu'il en coûte au niveau social et environnemental.

**144 Bd de la
Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

